

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ÉTIENNE

SAINT-ÉTIENNE, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOGRAP

Allée Barloti
42720 Vougy

Références : UID4243 MEA 023 0339
Code AIOT : 0010500191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement SOGRAP implanté Aiguilly 42720 Vougy. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGRAP
- Aiguilly 42720 Vougy
- Code AIOT : 0010500191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société SOGRAP a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23/04/2021 à renouveler et à étendre sa carrière de matériaux alluvionnaires à Vougy pour une durée de 25 ans. Les réserves sont estimées à environ 4 Mt et la production maximale annuelle autorisée est de 219

kt.

La superficie totale de l'emprise est de 87 ha.

L'installation de traitement est autorisée par un arrêté préfectoral distinct, en date du 15 novembre 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remblayage (suite de l'inspection précédentes)
- Gestion des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite inspection précédente - Remblayage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.4.3	/	Sans objet
2	Suite inspection précédente - Remblayage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.4.3	/	Sans objet
3	Suite inspection précédente - Remblayage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.4.2	/	Sans objet
4	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 6.2	/	Sans objet
5	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 6.3.1	/	Sans objet
6	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 6.3.2	/	Sans objet
7	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

Le suivi des opérations de remblayage avec des matériaux extérieurs au site s'est amélioré depuis l'inspection précédente. L'exploitant établit des documents préalables annuels et met en œuvre la procédure d'acceptation préalable systématiquement pour tout chantier supérieur à 500 tonnes ou matériaux provenant d'un site potentiellement contaminé.

Il procède également à des contrôles aléatoires sur des chargements en faisant réaliser des tests de lixiviation.

Le repérage sur site a été mis en place : plan quadrillé avec repérage reporté sur les bons de pesées et registre.

Pour les refus, un bon est émis. En revanche, aucune information ne permet de lier un bon de refus

avec un bon de pesées lorsque le chargement avait été accepté sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection précédente - Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Accueil des matériaux pour le remblayage
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">◦ Document préalable :<p>Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs).</p><p>Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.</p>◦ Procédure d'acceptation préalable :<p>En cas de présomption de contamination des déchets dans l'annexe III, et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière.</p><p>Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe IV et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe IV peuvent être admis.</p>◦ Contrôles d'admission :<p>Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.</p><p>Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable susvisée.</p><p>Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p><p>Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents même en faibles quantités, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m3. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages, métaux...) sont ensuite dirigés</p>

<p>vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, un bon de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. Le bordereau de suivi dont un modèle type est joint en annexe V peut utilement être utilisé à cet effet.</p> <p>En cas de refus, celui-ci est noté sur le registre en indiquant les caractéristiques du ou des lot(s) refusé(s) (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à l'établissement d'un document préalable annuel. Ce document est signé par le producteur de déchets et par le transporteur. On note toutefois que certains producteurs de déchets sont réticents à signer ce document et en particulier les acteurs publics.</p> <p>Ce document est valable pour les apports inférieurs à 500 tonnes et pour une provenance non suspecte (site reconnu comme non contaminé).</p> <p>Si l'apport est supérieur à 500 tonnes ou qu'il provient d'un site potentiellement contaminé, l'exploitant met en œuvre la procédure d'acceptation préalable.</p> <p>L'origine, les quantités et le type de déchets sont renseignés systématiquement sur le bon de pesées.</p> <p>Concernant le contrôle d'admission, un contrôle visuel est réalisé. L'exploitant procède également à des contrôles inopinés sur des chargements; ces derniers sont alors stockés à part dans l'attente des résultats du test de lixiviation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Suite inspection précédente - Remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>◦ Registre d'admission :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ; • l'origine et la nature des déchets ; • la référence du document préalable ; • le moyen de transport utilisé et son immatriculation ; • la masse des déchets ; • la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ; • le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la</p>

réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre informatisé avec date de réception, origine et nature du déchet, la référence du document préalable, l'immatriculation du camion, la quantité et la localisation du déchargement sur le site.</p> <p>Les refus ne sont pas inscrits sur ce registre. En revanche, un bon de refus est émis.</p> <p>Faire évoluer les bons/registre de manière à pouvoir lier un bon de pesée à l'arrivée et le bon de refus si le chargement est finalement refusé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suite inspection précédente - Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de repérage des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 8.1.4.3 suivant une grille de 50 mètres par 50 mètres maximum. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.</p> <p>Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées. Ce relevé topographique est mis à jour annuellement.</p> <p>II. L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumises aux intempéries.</p> <p>III. L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un quadrillage pour toute la durée d'autorisation. Le calque se superposant au plan d'exploitation a été présenté le jour de l'inspection mais avec quelques difficultés. Le plan topographique permettant de localiser les zones de remblais doit être transmis par courrier à l'inspection des installations classées.</p> <p>A chaque changement de casier, le responsable d'exploitation indique le nouveau numéro de casier à la personne de la bascule et se charge de délimiter la nouvelle zone de déchargement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 6.2
Thème(s) : Autre, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. L'eau pour les usages sanitaires provient du réseau public de distribution. Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel (plan d'eau) est strictement limité à l'appoint nécessaire pour le circuit d'eau de lavage des matériaux, la lutte contre les émissions de poussières et le lavage des engins. L'eau nécessaire au lavage des matériaux provient en priorité du recyclage des eaux. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau.
Constats : Le site est relié au réseau d'eau potable pour les besoins sanitaires uniquement. Les eaux nécessaires au process et à la lutte contre les émissions de poussières proviennent du plan d'eau adjacent à la plateforme des installations. L'exploitant dispose des installations nécessaires au recyclage des eaux, les prélèvements effectués dans le plan d'eau ne servant qu'à faire l'appoint du circuit. L'installation dispose d'un compteur volumétrique sur la pompe d'appoint (19 393 m3 depuis janvier 2023). L'exploitant a mis en place un compteur pour le circuit d'eau des asperseurs depuis mars 2022 fin de préciser les différents postes de consommation. Un relevé mensuel sur la pompe d'appoint est effectué et est consigné dans un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédés
Prescription contrôlée : Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisés sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
Constats : Les eaux utilisées dans le process sont recyclées via un clarificateur avec injection de floculant. A noter la présence d'un bassin récupérant les égouttures venant des bâtiments des cribles et des concasseurs; une pompe permet le renvoi en tête de crible mais le trop-plein repart au plan d'eau. <i>Afin d'améliorer le circuit, l'exploitant doit évaluer la quantité d'eau du trop-plein et proposer, le cas échéant, des solutions de réutilisation.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;- la température est inférieure à 30°C- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
Constats : Aucun rejet au milieu naturel
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.1.2.4
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Phase 1 (0 à 5 ans) Exploitation : Extraction de la zone au Nord de la plateforme technique (terrains du renouvellement demandé) Remise en état : Remise en état coordonnée de la zone au Nord de la plateforme technique : plan d'eau et remblayage pour remise en état agricole du Sud du plan d'eau ouest
Constats : L'aménagement du plan d'eau nord est finalisé. Il présente une triple berge sur le côté sud-est, une falaise à Hirondelle et une plage à galets pour le Petit Gravelot sur le côté ouest. Le terrain agricole situé au nord-ouest est également finalisé. Il reste la partie centrale (entre les 3 plans d'eau) à finaliser.

A noter, la réalisation d'un aménagement supplémentaire en limite nord comprenant :

- un parking
- un chemin piétonnier longeant la limite nord et est,
- un promontoir réalisé avec des stériles d'exploitation situé au nord-ouest et permettant d'avoir une vue d'ensemble du plan d'eau nord.

Cet aménagement doit faire l'objet d'un porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet